

prix inférieurs aux prix affichés, il a existé pendant plusieurs années depuis 1960 un «excédent» mondial de pétrole brut. Selon plusieurs, cette situation était artificiellement maintenue grâce à un dosage judicieux de l'offre par l'oligopole pétrolier mondial dans le but de plafonner les prix à des niveaux peu élevés. Or, si l'on s'en tient au rapport production/réserves, qui est sensiblement le même aujourd'hui qu'en 1960, la situation actuelle (non moins artificielle que l'autre) demeure essentiellement la même, excepté qu'elle vise à maintenir les prix à des niveaux élevés. Dans ces conditions, il est permis de se demander si la stratégie des pays producteurs ne devra pas être plus que marginalement modifiée à moyen terme.

Le phénomène de contestation

La «crise» actuelle du pétrole doit être vue comme une manifestation de la contestation économique organisée par les PVD, laquelle, si elle fait «tache d'huile», constituera sans doute l'événement le plus marquant du troisième tiers du XX^e siècle sur le plan des relations économiques internationales. Tout se passe comme si l'expérience de l'indépendance économique faisait suite à l'acquisition de l'indépendance politique avec un retard d'une décennie ou deux, les deux étant nécessaires à tout développement véritable.

Ce qui distingue avant tout cette nouvelle contestation, c'est son caractère collectif et orchestré. En effet, les contestataires se regroupent sur la base d'intérêts spécifiques et communs (e.g. producteurs de pétrole, de cuivre, de bauxite, etc.). Pour ceux qui voient le phénomène comme une forme de syndicalisation des PVD, le principe de regroupement s'assimile à celui de l'*American Federation of Labour* (AFL) plutôt qu'à celui du *Congress of Industrial Organizations* (CIO) au cours des années 1930. Il va sans dire que ces regroupements nous obligeront à redéfinir les schèmes théoriques traditionnels et les classifications statistiques usuelles; par exemple, il nous faudra apprendre à distinguer entre PVD «avec» ou «sans» pouvoir économique (ou bien, selon l'expression un tantinet biaisée utilisée par Henry Kissinger devant les Nations Unies: PVD avec ou sans «capacité de cartellisation»). Dans ce nouveau climat de contestation, les producteurs de matières premières ne seront plus les acteurs impuissants et désavantagés qu'ils ont été jusqu'à ce jour. Dans le cas des producteurs de pétrole, qui sont les contestataires? On trouve au Tableau 1 quelques données globales sur la plupart des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

Comme on le constatera, ces pays varient à l'extrême du point de vue de leur population et de leur produit national brut (PNB) par habitant; ils n'ont en commun que leur état de sous-développement et leur excédent passager de devises fortes.

La nouvelle contestation met également en évidence le fait que le système économique international repose en réalité sur un réseau d'interdépendances mutuelles que les PVD, s'ils en étaient conscients, n'ont pas toujours osé exploiter à leur avantage, de sorte qu'une partie de la dépendance dont ils se sont toujours plaints n'était unilatérale que parce qu'elle était plus ou moins volontairement acceptée. Or, le pouvoir économique ne peut en réalité bénéficier à son titulaire que si ce dernier est prêt à l'exercer effectivement pour promouvoir ses intérêts propres, et l'exercice de ce pouvoir ne peut être prudemment envisagé que sur une base collective. De toute évidence, les pays exportateurs de pétrole n'ont pas intérêt à vendre leur potentiel futur à rabais. Ils doivent cependant éviter en manipulant les prix de précipiter l'avènement des nouvelles technologies qui les défavoriseront. Le réseau d'interdépendances mutuelles sur le marché mondial du pétrole se révèle à l'examen du Tableau 2. Les principales régions exportatrices sont le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et les Caraïbes, tandis que les principaux importateurs sont les pays de l'Europe de l'Ouest, le Japon et les États-Unis. Les États-Unis dépendent

Tableau 1
Données de base relatives aux principaux pays exportateurs de pétrole

Pays	Population 1971 (millions)	PNB par habitant 1971 (\$ É.-U.)	Croissance annuelle en pourcentage	
			Population (1965-1971)	PNB par habitant (1965-1971)
Abu Dhabi	0.08	1,920	3.9	37.3
Algérie	14.4	360	3.2	4.8
Arabie Saoudite	7.5	540	1.7	7.4
Indonésie	119.2	80	2.0	3.4
Iran	29.8	450	3.0	7.7
Iraq	9.8	370	3.2	1.4
Kuwait	0.8	3,860	9.8	-2.1
Lybie	2.0	1,450	3.7	8.1
Nigéria	56.5	140	2.5	2.7
Qatar	0.13	2,370	9.6	5.8
Venezuela	10.6	1,060	3.4	1.4

Source: *World Bank Atlas*, 1973. Les chiffres pour Abu Dhabi se rapportent à l'année 1969 et sont tirés de: Zubayr Mikdashi, *The Community of Oil Exporting Countries*, Allen and Unwin, London, 1972, p. 195.